



«La Commission biculturelle propose d'interdire l'utilisation des mots «francophone» et «anglophone». Alors, on quitte la francophonie? C'est maintenant une définition universellement utilisée pour identifier ces deux groupes », a écrit sur les réseaux sociaux l'ancien candidat à la dernière présidentielle, le bâtonnier Me Akere Muna.

Les réactions se multiplient donc depuis la proposition de la Commission nationale pour la promotion du bilinguisme et du multiculturalisme d'interdire l'usage des termes « anglophones » et « francophones ». En effet, c'est à l'issue d'un colloque de deux jours tenu à l'hôtel Mont Fébé de Yaoundé du 24 au 25 avril 2019, sur le thème « *Le multiculturalisme au Cameroun à la croisée des chemins entre tradition et modernité* » que la commission Musongue avait décidé de faire une proposition forte au chef de l'Etat, celle d'interdire les mots « *anglophone* » et « *francophone* » dans le vocabulaire des camerounais, ceci pour apaiser le climat sociopolitique extrêmement tendu

« *Le gouvernement du Cameroun doit interdire les mots «anglophone» et «francophone» du vocabulaire en société et de son utilisation sur le territoire national* », avait souhaité la Commission Musongue, ancien premier ministre du Cameroun, soutenant que les mots « *anglophone* » et « *francophone* » sont source de division aujourd'hui.

Elle avait ajouté que les citoyens devraient d'abord être identifiés comme Camerounais, et non

par des mots étrangers qui visent à les séparer. « *Les Camerounais ne parlaient ni l'anglais ni le français, nous devons donc promouvoir nos langues nationales en les enseignant dans les écoles et en les parlant dans d'autres lieux publics* », avait souligné la commission, exhortant le président Paul Biya à créer le « *ministère de la Vie en commun et du Multiculturalisme* », afin de promouvoir les valeurs du vivre ensemble et de l'unité nationale.

Bien Plus, la commission Musongue avait souhaité également la mise sur pied d'une journée appelée « *Journée nationale du vivre ensemble* ».

Créée par le président de la République le 23 janvier 2017, La Commission nationale pour la promotion du bilinguisme et du multiculturalisme est chargée d'œuvrer à la promotion du bilinguisme et du multiculturalisme au Cameroun, dans l'optique de maintenir la paix, de consolider l'unité nationale du pays et de renforcer la volonté et la pratique quotidienne du vivre ensemble de ses populations.

Plus de deux ans après sa mise sur pied, elle peine à trouver des réelles solutions pour apaiser la crise dite anglophone qui fragilise les régions du Nord-Ouest et Sud-ouest.